

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Éducation : début de la distribution des bons de caisse aux enseignants

CENSÉE se poursuivre jusqu'à vendredi au profit du millier de bénéficiaires, cette mesure annoncée le 9 septembre dernier par le président de la Transition, Clotaire Oligui Nguema, est effective depuis hier. C'est en masse et manifestement soulagés que les ayants droit se sont rendus au ministère de l'Éducation nationale, pôle principal de cette opération de mise en solde des nouveaux salariés de l'État.

S.A.M.
Libreville/Gabon

Le ministère de l'Éducation nationale a procédé hier, dès 10h, à l'esplanade de ce département, sis à l'avenue de la Libération à Libreville, à la distribution des bons de caisse pour le compte de la mise en solde de 1 000 postes budgétaires au bénéfice des enseignants.

Les enseignants, dont les noms figuraient sur les listes affichées à la Direction centrale des ressources humaines (DCRH), dans les Directions d'académies provinciales (DAP) et les Directions de zones académiques (DZA), pouvaient entrer en possession de leur dû.

Selon la ministre Camélia Ntoutoume-Leclercq, qui s'est appuyée sur une décision du président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema, les virements des enseignants présalarisés détenteurs de comptes bancaires sont effectifs dans leurs différentes banques, selon la liste établie à cet effet. La veille, elle a procédé à la remise de ces bons de caisse pour le compte de la mise en solde de 1 000 postes budgétaires des enseignants au DCRH. "De la parole aux actes", a-t-elle simplement affirmé.

Pour rappel, ces postes budgétaires concernent les présalarisés, les sortants des écoles, certains recrutements directs du fait des spécialités des lycées techniques dont les dossiers sont anciens et pour l'Enseignement général, seuls ceux restés en situation d'enseignement sont prioritairement retenus. En remettant, par le biais du ministère de l'Éducation nationale, ces 1 000 postes budgétaires aux éducateurs, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) vise la réduction du déficit d'enseignants. Un accent particulier sera mis pour les affectations à l'intérieur du pays qui en a le plus besoin, avait aussi

rappelé Camélia Ntoutoume-Leclercq quelques heures avant la rentrée des classes.

Approchés hier à Libreville par les reporters de L'union, de nombreux récipiendaires n'ont pas souhaité s'exprimer sur ce sujet. Pour savoir ce que certains pensaient, il fallait les suivre sur les réseaux sociaux. La première chose qui ressort est que désormais beaucoup pourront avoir une vie un peu plus normale. "Grâce aux mille postes budgétaires que vous avez donnés aux enseignants, mon ancienne étudiante à l'École normale des Instituteurs de Libreville (ENIL) a eu ce 25 septembre son premier salaire après 8 ans d'attente. Cette institutrice a perçu depuis 2015 uniquement le présalaire qui s'élève à 180 mille F CFA. Mère d'une jolie fille, grâce à vous, elle va enfin s'occuper dignement de



Les bénéficiaires ont afflué hier au ministère de l'Éducation nationale.

son enfant", souligne Anselme, un internaute.

Le second élément est que le président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema a respecté sa parole, faisant ainsi la

joie des enseignants touchés par la mesure. D'autres soulignent qu'ils ne comprennent pas comment l'ancien régime n'a jamais pu résoudre un problème que le CTRI a pu solutionner en

un mois à peine. Un geste qui fait dire à certains que l'avenir de l'Éducation nationale sera prometteur et inclusif. Cette opération se poursuit jusqu'à vendredi.

Libreville : Judes Ibrahim Rapontchombo annonce la couleur

JMM
Libreville/Gabon

DÉCIDÉMENT les choses bougent à la mairie de Libreville dans le sens souhaité par le président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général Brice Clotaire Oligui Nguema. Et le délégué spécial chargé de la gestion de la commune de Libreville, Judes Ibrahim Rapontchombo, s'attelle, depuis sa prise de fonction, à ramener de l'ordre dans la maison.

Pour mieux se faire entendre par ses administrés, le général a entrepris depuis lundi une tournée de prise de contact avec l'ensemble des personnels des mairies d'arrondissement de la capitale. Objectif : expliquer, échanger, écouter et convenir

de la meilleure manière de collaborer. Dans son exposé des motifs, le délégué spécial a rappelé à l'assistance le bien-fondé de ces rencontres. Lesquelles, selon lui, sont la suite logique des événements survenus le 30 août dernier dans notre pays. "Je ne suis pas politique, je suis militaire. Si je suis là, c'est parce que nous voulons que les choses changent, mais le changement en question n'est pas seulement l'autre, mais nous tous", a-t-il martelé, non sans inviter ses administrés à changer de mentalité. "Le premier changement doit commencer par le respect des heures au travail", a-t-il insisté.

Pour l'édile de la capitale, il n'est pas tolérable que les gens arrivent à leur lieu de travail en fin de matinée. D'où son appel à la responsabilité et au



Le délégué spécial de la commune de Libreville s'adresse ici à ses administrés du 2e arrondissement.

ressaisissement. Avant d'ajouter : "Arrêtons avec notre manière de faire et pensons aux générations futures".

Auparavant, dans les différentes interventions de bienvenue, les maires d'arrondissement, tout en louant les efforts des nouvelles autorités, n'ont pas moins évoqué quelques difficultés rencontrées. Entre autres : insalubrité de la

ville, absence de fournitures de bureau, d'équipements didactiques, de moyens roulants, la carrière des agents, etc.

En bon militaire et sans faire de promesses, le général Judes Ibrahim Rapontchombo a dit regarder l'ensemble des difficultés au sein d'une cellule de réflexion afin d'y apporter des solutions au cas par cas.